

« 2020 : L'année où l'humanité toute entière est devenue vulnérable »

jeudi 7 mai 2020, par [Sébastien Doussaud](#)

Genèse

Depuis l'apparition de l'agriculture (-4000 avant JC), l'humanité a cherché à se sédentariser.

Dès lors, nous constatons l'apparition nouvelle **de formes primitives de « vivre ensemble »** pour répondre aux besoins vitaux (nourriture) mais aussi pour pouvoir faire face aux catastrophes, aux prédateurs et plus généralement à toutes sortes de dangers potentiels. **C'est donc dans une démarche consistant à se protéger** que des groupes d'humains se sont établis en communautés. Que ce soient les premiers villages fortifiés établis dans la vallée de l'Hindus, les premières villes mésopotamiennes et plus tard l'apparition des cités gréco-romaines, les humains n'ont eu de cesse de développer des **lieux de vie répondant à leurs besoins tout en assurant leur protection.**

Dans cette volonté, il était évidemment nécessaire de concevoir **des systèmes sociétaux évolués**, politiques, économiques et sociaux qui permettent un fonctionnement viable **capable de résister au passage du temps** (invasions, famines, épidémies etc...).

Ce rappel historique fait, vous comprendrez aisément, des liens évidents avec la situation présente.

En 2020, l'humanité mondialisée vit toujours selon ces principes. En revanche, l'apparition du contexte d'épidémie mondiale à laquelle toute l'humanité se trouve confrontée, est unique et ne fait référence à rien de connu d'une ampleur similaire.

En effet, si bien des peuples ont subi famines, peste, choléra, guerres dévastatrices et autres catastrophes naturelles, les moyens de transports et les relations humaines n'étant pas autant développés et les peuples n'étant pas aussi liés, y compris sur un plan économique, les incidences ne concernaient généralement qu'une partie du monde à des moments différents. C'est en cela que le contexte exceptionnel de l'année 2020 diffère : **il concerne tous les peuples, sur toute la terre, au même moment.**

C'est donc sans oublier les missions propres à nos fonctions d'éducateurs en prévention spécialisée, qu'il me paraît toutefois **impossible d'avoir une réflexion pertinente en restant uniquement dans un cadre prédéfini alors même que le contexte épidémique concerne autant le professionnel que le personnel.** Les propos et hypothèses explicités par la suite sont par conséquent **autant ceux du professionnel que de l'individu que je suis.**

De plus, n'ayant comme tout le monde, aucune visibilité sur la durée et les conséquences qui auront lieu suite à cette crise mondiale, c'est principalement au présent que je vous expose mes pensées, ce texte étant le fruit d'une méditation longue et non aboutie, commencée dès la semaine du 16 mars 2020.

Réflexion sur le plan sociétal

Ce contexte inédit qui a révélé une société qui **déteste les temps morts et où le travail est le principal évaluateur social**, démontre l'importance de la solidarité, du rôle essentiel des acteurs de la

santé, des associations humanitaires, du bénévolat et d'une manière générale de l'action publique.

Cette crise qui engendre des conséquences néfastes sur le plan sanitaire, social, économique et politique est sans précédent dans le schéma de mondialisation globale dans lequel nous vivons tous.

Sur le plan économique et face à cette nouvelle problématique internationale, Frédéric SCHIFFTER, philosophe, évoque-lui, « l'économie totalitaire » :

« Celle-ci (*l'économie totalitaire*) est générée par les nécessités sacrées du marché, dans lesquelles seuls les profits financiers comptent et qui soumet tous les individus à des dynamiques de rendements ».

L'importance de la condition humaine ne doit donc pas, dans la situation présente, se définir uniquement via ce prisme économique. D'autant plus que ce sont, au même moment, **tous les gouvernements de typologies très différentes qui se retrouvent confrontés à la gestion d'une crise qui n'a pas été anticipée.** Cela nous donne l'opportunité rare de pouvoir comparer les régimes et systèmes qui paraissent les plus adaptés à ce genre d'évènement. Si les constats que nous pouvons établir actuellement se doivent d'être vérifiés sur le long terme, il apparaît probant que **les organisations sociétales les plus évoluées soient les mieux placées pour protéger leurs peuples, leurs économies et plus globalement, leurs capacités à survivre à la pandémie.** A titre d'exemple, nous observons tous une dissymétrie importante de gestion de la crise entre le système autocratique Chinois, le système ultra-libéral Américain et les gouvernances des pays d'Europe de l'ouest.

Les sociétés humaines alors basées sur des fonctionnements solidaires, dans lesquelles l'accès aux soins à tous est garantie et où il y a des formes diverses « d'état providence » semblent démontrer une possibilité de pouvoir agir, autant sur les plans sanitaires, économiques que sociaux.

Si toutefois les inégalités sociales existantes renforceront la vulnérabilité des plus faibles, l'impact sur l'ensemble de la population sera très certainement moindre, pour exemple, dans les démocraties d'Europe de l'ouest que dans des pays ne disposant pas de structures étatiques garantissant la sécurité du plus grand nombre. Même si toutes les nations ne peuvent être comparées objectivement du fait de leur histoire, de leur géographie, de leur démographie et de leur culture, il y a néanmoins **des « schémas unilatéraux » qui émergent** notamment du fait de la proximité géographique, sociologique, politique et culturelle de certains pays.

La mise en place d'aides financières, la gestion efficiente ou plus cohérente des systèmes de soins, les accords politiques et économiques envisagés afin de réduire les risques et protéger les populations **ne sont alors possibles que dans des sociétés où les droits fondamentaux sont relativement assurés.** Au niveau national, ce contexte sanitaire inédit a contribué à **mettre en lumière l'importance du corps médical via une sollicitation plus grande, mais aussi des acteurs sociaux, eux paradoxalement par réduction de leurs activités** et surtout de l'aspect essentiel des moyens, parfois dénigrés, qui permettent le maintien des aides et prestations sociales, la mise en chômage partiel de certains salariés et le soutien, même insuffisant, d'une partie de l'économie.

Ces constats n'ont évidemment pas pour objectif de minimiser les drames qui ont et auront lieu suite à la pandémie mondiale, mais ils imposent à tous une estimation réaliste du **bien-fondé à défendre des fonctionnements solidaires basés sur la notion de bien-commun.** Il ne serait alors plus incohérent d'imaginer qu'une personne bénévole, qu'un bon père ou qu'une bonne mère de famille, qu'un membre d'une association humanitaire ou sociale et plus simplement qu'un citoyen juste **soucieux du « bien commun et de l'intérêt général » soit d'avantage mis en avant que celui qui produit une valeur mercantile et des bénéfices financiers.**

- Pouvons-nous alors estimer que l'impact de cette pandémie n'aura pas que des conséquences

négatives si celle-ci permet de remettre de la valeur dans l'existence des « inactifs » aux yeux de la société du rendement ?

- Cette crise aura-t-elle un impact positif **en revalorisant les acteurs des secteurs médico-sociaux, et les dispositifs de répartition des richesses qui visent à aider et protéger les citoyens les plus exposés ?**

Et malgré des évaluations et analyses variées (dans de nombreux médias) qui rappellent en grande partie l'intérêt de disposer d'un état social, nous pouvons hélas craindre des phénomènes politiques paradoxaux visant plutôt à un renfermement des peuples et des nations sur eux-mêmes, **le climat de peur généralisé favorisant la montée des politiques populistes, nationalistes, ultra-conservatrices voir tyranniques ou belliqueuses**. Cela s'expliquant en partie par **le retour en force de « l'Etat- Nation »**, en référence à un article paru dans le journal « Le monde » du 21 avril 2020, page 6 :

« La violence de la crise et le réflexe protectionniste des Etats ont activé une puissante dynamique des nationalismes contre le mondialisme ».

Réflexion sur le plan humain

En lien avec des écrits précédents sur « la société du faire » qui expliquait partiellement la non utilisation de la non-violence (Michel Liu), le contexte que nous vivons actuellement fait écho à nos réflexions passés. Ayant déjà exprimé, via le laboratoire d'action-recherche, les constats parfois négatifs **des fonctionnements qui visent à évaluer les individus essentiellement sur leurs actions et leurs « capacités à produire »**, j'ai trouvé les propos de Linda AISSANI, psychothérapeute, très en lien avec ce phénomène :

« Nous sommes une société d'hyperactifs. Nous sommes encouragés à nous tourner vers l'extérieur, conditionnés à être très occupés et cela depuis l'enfance. Notre société humaine mondialisée hyperconnectée nous impose de remplir les vides. »

Il semble en effet que pour une partie importante des individus, **leur statut social est avant tout défini par ce qu'ils font, leur utilité professionnelle, voir économique**. Or, avec le processus de confinement, beaucoup se sont sentis inutiles.

Ce sentiment, parfois très proche de celui d'une forme de mort, à minima sociale, génère des problématiques psychologiques et comportementales nouvelles. Cette obligation d'être un humain « utile » a mis le statut de parent, d'ami, ou simplement de citoyen au second plan.

C'est donc majoritairement un **sentiment ou ressenti de désœuvrement** qui a pu saisir une partie des personnes confinées. **Les normes de sociabilité étant grandement bouleversées** par les mesures de confinement et le travail étant une partie non négligeable de celles-ci, la peur de l'ennui et du vide renvoie à la valorisation de l'existence de chacun. A l'instar de Blaise PASCAL qui exprimait déjà la condition humaine en pareil circonstance d'oisiveté contrainte :

« Rien n'est si insupportable à l'homme que d'être dans un plein repos. Il sent alors son néant, son abandon, son insuffisance, son impuissance et son vide. »

Enfin, ces sentiments s'ajoutent aux **peurs collectives et individuelles qui augmentent naturellement dans le climat d'insécurité** sanitaire, économique et sociale dans lequel nous sommes. En considérant des actes de « paranoïa aigus » qui renforcent la peur de l'autre et qui amènent parfois à des phénomènes de dénonciation qui rappellent les heures les plus sombres de l'humanité, il faut aussi

tenir compte de **l'angoisse généralisée face à l'incertitude sur l'évolution de la situation.**

Comment faire confiance, et à qui ? Sommes-nous protégés ? Le gouvernement prend-il les bonnes décisions ? Quand allons-nous sortir de cette crise ?

Si toutes ces interrogations, relayées à longueur de journée par les médias, sont vectrices de peurs, **elles renforcent les liens humains, notamment vers nos proches, au détriment des liens statutaires ou hiérarchiques avec les institutions.**

- « L'être » peut-il avoir plus d'importance que le « faire » dans le monde post-coronavirus ?
- La valeur individuelle de chacun dépendra-t-elle davantage de la personne et moins que de certains de ses actes ?

Sébastien DOUSSAUD

Educateur en prévention spécialisée

Association APSAJ

LIGNES DE CRETE, Laboratoire de recherche-action